

**Communiqué de Gilles PENNELLE**  
**Député français au Parlement européen, membre de la**  
**Commission agriculture**  
**Conseiller régional de Bretagne**  
15 novembre 2024

## **Traité de libre-échange avec le Mercosur : Le coup de poignard dans le dos de l'agriculture bretonne !**

L'accord de libre-échange négocié entre la Commission européenne et les pays du Mercosur suscite une grande colère légitime au sein du monde agricole breton.

La Bretagne, première région d'élevage, sera en effet la plus impactée par l'afflux de milliers de tonnes de viande en provenance des fermes-usines du Brésil, d'Argentine, du Paraguay, d'Uruguay et de Bolivie !

Alors que nos producteurs de volailles souffrent déjà des importations de viandes étrangères, notamment d'Ukraine, ce traité de libre-échange du Mercosur portera un coup fatal à l'élevage breton. 180 000 tonnes de volailles, 99 000 tonnes de bœuf, 25 000 tonnes de viande porcine pourraient ainsi déferler quasi sans droits de douane et sans respecter aucune des normes sociales, environnementales ou de bien-être animal pourtant imposées à nos éleveurs ! Des viandes produites à bas coût, de mauvaise qualité, à la traçabilité quasi inexistante et souvent traitées aux antibiotiques et hormones de croissance... Quel scandale !

En ayant pris la décision de dissocier le volet commercial de ce traité des autres points de la négociation, la Commission européenne impose un vote à la majorité qualifiée où la France sera mise en minorité et empêche une ratification du traité par le Parlement français : Deuxième scandale !

La Ministre de l'Agriculture Annie Genévard, impuissante, subit les négociations dans l'opacité voulue par la Commission européenne et n'a que des mesurette à proposer...

La forte mobilisation menée par les agriculteurs l'hiver dernier n'a donc pas été écoutée !

Pire, le gouvernement Barnier a déjà capitulé puisqu'il négocie avec la Commission européenne un fonds de compensation pour nos éleveurs : Quel terrible aveu des dégats que produiront ce traité ! Comme pour nos navires de pêche, détruits en échange de subventions éphémères, l'Union européenne achète la mort de l'élevage français !

Notre agriculture n'a pas à être la variable d'ajustement des politiques commerciales de l'UE ! Nos éleveurs bretons n'ont pas à être sacrifiés pour pouvoir vendre des voitures allemandes en Amérique du Sud !

Le Rassemblement National soutient plus que jamais nos agriculteurs qui ont raison d'être vent debout contre la concurrence déloyale imposée par les traités de libre-échange.

Ils sont prêts à se mobiliser de nouveau. Nous serons à leurs côtés dans ce combat contre la mort annoncée de leurs filières d'excellence.